

BURUNDI

ENJEU

La recherche d'une solution pacifique à la crise politique, qui se poursuit depuis 1993, est dans l'impasse. La guerre permanente entre les forces pro-gouvernementales et les Hutus rebelles demeure la cause principale d'abus flagrants de part et d'autre contre les droits de la personne.

CONTEXTE

Le processus de paix au Burundi est dans l'impasse. L'ancien Président Pierre Buyoya, qui a repris le pouvoir en 1996 par un coup d'État, a annoncé une nouvelle phase de transition de trois ans qui doit mener à un nouveau processus de démocratisation et il a déclaré son intention d'amorcer un nouveau dialogue national. Cependant, l'opposition hutue en exil soupçonne le Gouvernement de ne chercher qu'à retarder la recherche d'un compromis. D'autre part, Buyoya est soumis à la pression de Tutsis radicaux totalement opposés au dialogue.

La dernière tentative de négociation dans le cadre du processus de paix d'Arusha (août 1997 à Arusha) a été un échec du fait, notamment, de l'absence de Buyoya. À un sommet régional à Dar es Salaam début septembre, les dirigeants de la région ont décidé du maintien des sanctions économiques et réaffirmé leur soutien à Mwalimu Julius Nyerere comme médiateur, en dépit de l'opposition déclarée de Buyoya et de certaines autres factions burundaises (Tutsis). La navette diplomatique entre le président Museveni d'Uganda et Buyoya n'a pas réussi à relancer le processus.

Malgré les pressions politiques de toutes parts (y compris du Canada), le processus de paix est bloqué. Buyoya a toutefois laissé entendre qu'il n'excluait pas de se rendre à Arusha, mais que nul ne pourrait lui imposer la négociation.

Le respect des droits de la personne au Burundi est victime de la violence ethnique. Assassinats, « disparitions » et torture sont monnaie courante. La guerre fait rage avec une brutalité tout aussi vive qu'auparavant. Depuis la chute de ses bases près d'Uvira (Congo) du fait de la rébellion de l'ADFL, le CNDD a de nouveau acquis une certaine capacité à monter des opérations militaires, comme l'attaque sur l'aéroport de Bujumbura le 1^{er} janvier 1998. Il existe des indices d'une alliance possible entre le CNDD et les deux autres mouvements de Hutus rebelles, le PALIPEHUTU et le FROLINA.

Alors que les attaques des Hutus rebelles font de nombreuses victimes, l'armée pour sa part fait également preuve d'une brutalité excessive dans sa lutte contre les insurgés et elle commet des exactions à grande échelle. Des centaines de milliers de Burundais ont cherché refuge dans les pays voisins pour fuir les combats et, depuis la crise de l'an dernier au Kivu, ils sont maintenant nombreux en Tanzanie.

Dans le cadre de ses efforts pour réprimer la rébellion, le Gouvernement a obligé d'importants segments de la population rurale hutue à vivre dans des « camps de regroupement » afin de

8

9

10

11